



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD

ZI - 58 rue du 8 mai 1945
80800 Villers-Bretonneux

Références : 2025-E30167
Code AIOT : 0005102590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD implanté ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée, à la demande de l'inspection, conjointement avec l'exploitant durant un exercice incendie programmé sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC SERVICES ENVIRONNEMENT-TRD
- ZI - 58 rue du 8 mai 1945 80800 Villers-Bretonneux
- Code AIOT : 0005102590
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le centre TRD ORTEC de Villers-Bretonneux est un centre de regroupement, de traitement et de valorisation des déchets industriels dangereux et non dangereux. Un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 09/12/2021, puis modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/2022.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée conjointement à un exercice de déclenchement du POI organisé par l'exploitant. Le scénario choisi par l'exploitant a été le suivant:

- Il est 15H00 et nous sommes en mode un peu dégradé, l'équipe du matin est déjà rentrée chez elle, un cadre est absent, l'activité est plutôt forte le mardi;
- Un feu spontané apparaît en B1, c'est-à-dire une alvéole de stockage d'emballages et matériaux souillés venant d'arriver dans la journée.

L'exploitant indique qu'il a choisi ce scénario pour deux raisons:

- En broyage, en stockage et feu couvant, en intensité et en fréquence d'apparition, c'est clairement plus de la moitié historique de nos départs de feu depuis 2014.
- De fait et en plus de tous les dispositifs mis en place depuis 2017, nous avons lancé commande, suite à l'incendie d'octobre 2024, pour le doublement des canons et des triples IR [InfraRouge] de cet atelier BROYEUR; c'est l'occasion de tester cette situation en l'état"

Le déroulé de l'exercice a été le suivant:

15h15: démarrage de l'exercice et démarrage des canons au niveau du broyeur B1. L'alarme incendie se déclenche. 2 RIA (Robins d'Incendie Armés) sont déployés de suite par les deux EPI (Équipiers de Première Intervention) qui sont équipés d'un masque à cartouches.

15h17: les canons sont arrêtés. 2 PIRL (Plateforme Individuelle Roulante Légère) sont déployées pour que les EPI puissent arroser l'incendie à l'aide des deux RIA disposés de part et d'autre du broyeur.

15h18: les ESI (Équipiers de Seconde Intervention), munis de leurs ARI (Appareil Respiratoire Isolant) remplacent les EPI.

15h20: l'exercice est terminé.

Les eaux d'extinctions sont dirigées vers un bassin pour être traitées sur site par la suite. L'exploitant indique que la vanne du bassin se ferme automatiquement, pour empêcher le déversement des eaux souillées dans le milieu naturel. La fermeture de la vanne n'a pas été contrôlée par l'inspection.

L'inspection note que la communication durant l'exercice s'effectue facilement par l'usage de talkies-walkies.

L'exploitant présente l'enregistrement de l'exercice effectué par la caméra présente au niveau des canons. La caméra permet le visionnage, en temps réel ou différé, d'un éventuel incendie durant les heures non-ouvrées.

L'inspection, en dehors du cadre de l'exercice, formule quelques remarques / pistes d'amélioration vis-à-vis du POI fourni par l'exploitant (mise à jour du 26/06/25):

- le numéro du standard de l'UD à utiliser de manière privilégiée, durant les heures ouvrées, est le 03.22.38.32.00. L'exploitant devra s'assurer que les numéros de téléphones du répertoire externe sont à jour. Par exemple, l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) et l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) ont fusionné et sont devenus l'ASNR (Autorité de Sécurité Nucléaire et de Radioprotection). Il y a lieu de vérifier si les contacts ont été modifiés suite à cette fusion. De même, le formulaire de demande d'enlèvement de déchets radioactifs devra être transmis à l'ASNR, et non plus à l'IRSN;

- dans le message d'alerte aux secours (3.1. Alerte externe), il est nécessaire de préciser les informations suivantes:
 - nature de l'activité
 - déclenchement ou absence de déclenchement du POI
 - état de l'évacuation du site et son chiffrage (nombre de personnes évacuées au point de rassemblement et nombre de personnes manquantes à l'appel, donc potentiellement encore présentes sur le site)
- dans les consignes internes en cas d'incendie ou d'explosion, il est indiqué "ouvrir la trappe de désenfumage de l'atelier de centrifugation". L'exploitant indique cependant lors de la visite que l'atelier de centrifugation n'existe plus. L'inspection recommande donc de mettre à jour cette consigne ;
- la lisibilité des plans de recensement des moyens incendie mérite d'être améliorée afin d'assurer une bonne appropriation du plan par les pompiers;
- les dispositifs de coupure d'électricité pourraient être localisés sur un plan. De plus, il n'est pas indiqué dans le POI dans quelles conditions il convient de procéder à une coupure générale d'électricité et qui a la responsabilité de réaliser cette coupure;
- il est indiqué dans le POI d'appuyer sur le bouton "Arrêt signaux sonores" afin de stopper le signal strident dans les bureaux et au laboratoire lors du déclenchement d'une évacuation. L'exploitant devra s'assurer que l'arrêt des signaux sonores, s'il a lieu avant l'évacuation effective du personnel, ne soit pas perçu comme une fin de sinistre par les salariés du site, mettant ainsi fin aux évacuations;
- la lisibilité du plan de masse des installations mérite d'être améliorée, notamment pour des personnes extérieures. L'exploitant s'assurera que les dénominations des bâtiments et zones du site sur les plans soient les mêmes que celles utilisées en interne. L'inspection recommande également de prévoir un plan du site en grand format propice à la gestion de crise, et notamment en cas d'intervention du SDIS nécessitant un PC opérationnel ;
- dans le schéma d'alerte interne suite à la détection d'un incendie (heures ouvrées), l'exploitant pourra préciser que l'évacuation vers le point de rassemblement le plus proche devra s'effectuer selon la direction des éventuelles fumées toxiques. Il précisera également que la préfecture et la DREAL doivent être prévenues (après que l'appel des pompiers ait été passé);
- dans le schéma d'alerte externe suite à la détection d'un incendie (heures non ouvrées) l'exploitant apportera des précisions au sujet du "tiers" qui doit être appelé après avoir déclenché l'alarme feu. Il pourra également amener des précisions sur l'organisation mise en place sur le site pour définir l'astreinte (téléphone de permanence) ainsi que des précisions concernant les "intervenants proches";
- Le bâtiment administratif "l'Australie" devra être localisé sur l'un des plans du POI car propice à installer un centre opérationnel en cas de crise ;
- l'exploitant apportera des précisions concernant les vannes de barrage sur les canalisations. Il précisera par exemple leur caractère automatique, la vérification du bon déclenchement de celles-ci lors d'un sinistre, etc...

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tests du plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 8.8.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice incendie a montré une réelle efficacité des moyens de défense contre l'incendie: déploiement immédiat des RIA, arrivée des ESI sur la zone incendiée en 3 minutes.

L'inspection demande néanmoins à l'exploitant que les dispositions du POI visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention soit améliorées sur certains aspects.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système

d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis un plan d'opération interne mis à jour en date du 26/06/25.
Les rôles et les missions des intervenants en cas de sinistre sont clairement définis. Il s'agit des rôles suivants:

- responsable centre;
- responsable intervention;
- responsable communication;
- responsable logistique;
- 1ère équipe d'intervention - organisation opérationnelle;
- 2ème équipe d'intervention.

Le responsable de centre assure la liaison avec les autorités intervenantes et la Préfecture.

Les mesures à prendre sont décrites pour les situations suivantes:

- incendie ou explosion;
- accident corporel;
- épandage, débordement accidentel;
- nuage toxique;
- incident au laboratoire (lampe à rayons X ou incendie);
- déclenchement du portail radioactivité.

Les moyens mis en œuvre sont recensés dans le POI:

- équipements et moyens d'extinction/lutte contre l'incendie;
- récupération des eaux d'extinction;
- emplacement des équipements de premiers secours;
- coupure des utilités;
- alarmes, talkie-walkie, etc...

Le POI précise également le déclenchement d'une évacuation (automatique ou manuel).

Des messages d'alerte, interne et externe, sont pré-rédigés dans le POI, avec le type d'informations à fournir immédiatement.

L'exploitant explique lors de la visite d'inspection qu'en cas d'intervention des pompiers, ceux-ci sont systématiquement accompagnés d'un salarié du site pour les diriger et leur expliquer les détails du sinistre. Il précise qu'un état des stocks en temps réel est réalisé sur le site.

Un tableau identifie, dans le POI, les personnes formées à la sécurité et aux moyens d'intervention. L'exploitant précise dans son POI que les certificats ou attestations de formation sont scannés et archivés informatiquement. L'inspection n'a pas vérifié la validité des attestations et le contenu des formations.

Les informations relatives aux premiers prélèvements environnementaux sont annexées au POI:

- déroulement des opérations (analyses, matrice, conditionnement et traçabilité des échantillons, transmission des données aux laboratoire et analyse des échantillons, interprétation des résultats et actions correctives);
- liste des substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;
- méthode d'échantillonnage réalisé par TRD en première intervention;
- équipements de prélèvement à mobiliser;
- rôles et responsabilités.

Les premiers prélèvements environnementaux sont réalisés en interne. Le POI précise qu'un contrat d'intervention post accident a été établi avec EGIS afin de préciser les substances et les milieux à investiguer.

Le POI prévoit également, post-sinistre, le nettoyage des sols souillés à l'aide de la balayeuse du site et le traitement des eau de lavage dans la filière approprié. Il est précisé qu'en cas d'insuffisance des moyens de stockage d'eaux d'extinction, les eaux sont pompées à l'aide de l'hydrocureur disponible sur le site, pour être redirigés vers les cuves de traitement du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalisera dans son plan d'opération interne, sous 3 mois, des dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Tests du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, exercices POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]
Constats : L'exploitant a transmis les compte-rendus des deux derniers exercices réalisés les 10/09/24 et 19/09/24. Différents types de sinistres ont été simulés: -évacuation de l'atelier/incendie le 10/09/24; -incendie alvéole 4 le 19/09/24. Les points positifs et négatifs ont été listés. Des observations ont été formulées. L'exploitant déclare que des actions d'amélioration à réaliser suite aux observations formulées lors des exercices sont enregistrées dans le système de gestion QHSE (Qualité, Hygiène, Santé, Environnement): ce point n'a pas été vérifié par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 8.8.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Liquides inflammables
Prescription contrôlée : Le site est doté de moyens, fixes et mobiles, de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ainsi que : [...] <ul style="list-style-type: none">• d'un état des stocks de liquides inflammables [...]
Constats : L'exploitant a fourni un inventaire des déchets daté de la semaine 39 (semaine de l'inspection). L'inventaire liste les quantités de matières combustibles en tonnes en fonction des zones et de la typologies de déchets présents sur le site. L'exploitant déclare que l'état des stocks est accessible depuis le bâtiment administratif

"l'Australie", qui est propice à la gestion de crise.
Type de suites proposées : Sans suite